

***Compañeros A.s.b.l.*, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-5552 Remich, 18, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg F 806.

**Extrait de l'Assemblée Générale extraordinaire du 11 janvier 2017 modifiant les statuts de l'association**

Résolutions adoptées à la majorité des trois quarts des membres présents au cours de l'Assemblée générale extraordinaire de l'association Compañeros A.s.b.l. convoquée en du 11 janvier 2017 et rassemblant le quorum requis de deux tiers des membres.

**Modification de l'Art. 1<sup>er</sup>.** L'Association est dénommée COMPAÑEROS A.s.b.l. (ci-après « l'Association »).

**Modification de l'Art. 2.** Le siège social est établi alternativement dans les communes de Remich, Stadtbredimus et Wormeldange. Il peut être transféré par simple décision du Conseil d'Administration.

Il est actuellement établi dans la commune de Remich.

**Nouvel Art. 3.** L'Association est constituée pour une durée illimitée.

**Modification de l'Art. 3.** L'Association a pour but de promouvoir et de soutenir, moralement et matériellement, la BC MUSEL PIKES, A.s.b.l., spécialement dans l'encadrement des équipes prometteuses.

Pour la réalisation de son objet social l'Association peut notamment rechercher la coopération avec d'autres organismes publics ou privés disposés à lui accorder leur soutien. Elle peut faire en outre toutes les opérations susceptibles de contribuer à son objet social ou d'en favoriser la réalisation.

**Modification de l'Art. 4.** Le nombre des membres effectifs de l'Association n'est pas limité. Son minimum est fixé à trois.

**Modification de l'Art. 5.** La qualité de membre s'acquiert par décision souverain du Conseil d'Administration suite à une demande d'admission écrite ou orale lui présentée. La décision du Conseil d'Administration statuant sur la demande d'admission est sans appel et ne doit pas être motivée.

**Modification de l'Art. 7.** Les membres sont libres de se retirer à tout moment de l'Association en adressant par écrit leur démission au Conseil d'Administration.

Est réputé démissionnaire, le membre effectif qui ne paie pas la cotisation dans un délai de trois mois après l'échéance fixée à cet effet par l'Assemblée Générale.

L'exclusion d'un membre effectif ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées. Le membre susceptible d'être exclu est préalablement entendu par l'Assemblée Générale ; en cas d'absence la procédure est faite par défaut.

Le Conseil d'Administration peut suspendre, jusqu'à décision de l'Assemblée Générale, les membres qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts ou qui nuisent aux intérêts de l'association.

**Modification de l'Art. 8.** Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, n'ont aucun droit sur le fonds social et ne pourront réclamer le remboursement des cotisations versées par lui.

**Modification de l'Art. 9:** Les membres paient une cotisation annuelle. Le montant de cette cotisation est fixé par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration. Elle ne pourra être supérieure à 250,- €.

**Modification de l'Art. 12.** Il doit être tenu au moins une Assemblée Générale ordinaire chaque année, au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice social. L'Association peut être réunie en assemblée extraordinaire à tout moment par décision du Conseil d'Administration ou à la demande d'un cinquième des membres effectifs au moins. Chaque assemblée se tiendra aux jour, heure et lieu mentionnés dans la convocation, chaque membre effectif devant être convoqué, sous réserve des dispositions de l'article 14 des présents statuts.

**Modification de l'Art. 13.** L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration par lettre ordinaire, carte postale, e-mail ou par télécopie, selon moyens, à chaque membre effectif, au moins huit jours avant l'assemblée et signé par le secrétaire au nom de l'Association.

L'ordre du jour est mentionné dans la convocation.

Sauf dans les cas prévus par les articles 8, 12 et 20 de la loi modifiée du 21 avril 1928, l'assemblée peut délibérer valablement sur les points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale ordinaire qui a lieu dans les six mois suivant la clôture de l'exercice social, porte obligatoirement sur l'approbation du rapport d'activités et de l'état financier de l'Association, la décharge des membres du Conseil d'Administration, la cotisation dont question à l'article 11 ainsi que la désignation de deux réviseurs des comptes.

**Nouvel Art. 14.** Si tous les associés de l'Association sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale tel que déterminé par le Conseil d'Administration, celle-ci peut être tenue sans avis de convocation préalable. En outre, si tous les associés de l'Association sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et acceptent à l'unanimité de déterminer l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci peut être tenue sans convocation préalable du Conseil d'Administration.

**Nouvel Art. 18.** Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Les votes interviennent à main levée à l'exception de ceux portant sur des personnes et ceux pour lesquels des membres présents ou représentés exigent un vote par bulletin secret.

**Modification de l'Art. 18.** L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'Association ou la modification des statuts que conformément aux articles 8 et 20 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, telle que modifiée.

**Modification de l'Art. 20.** L'Association est gérée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, nommés parmi les membres effectifs par l'Assemblée Générale pour un terme de deux ans, et en tout révocables par elle.

**Modification de l'Art. 23.** Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président et/ou du secrétaire.

Un avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration est donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant le jour et l'heure prévus pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence sont mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans avis de convocation préalable si tous les administrateurs de l'Association sont présents ou représentés lors de la réunion du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. En outre, si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à une réunion et décident à l'unanimité d'établir un ordre du jour, la réunion pourra être tenue sans convocation préalable effectuée de la manière décrite ci-dessus.

Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation écrite en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Les copies de ces accords écrits qui sont transmises par télécopie ou par courriel peuvent être acceptées comme preuve des accords écrits à la réunion du Conseil d'Administration. Une convocation écrite spéciale n'est pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant aux lieux et dates prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

**Nouvel Art. 25.** Le Conseil d'Administration délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant comme mandataire un autre membre du Conseil d'Administration par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen analogue de communication, la copie d'une telle désignation constituant une preuve suffisante d'un tel mandat.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage des voix celle du président ou de celui qui le remplace est prépondérante. Si un administrateur s'est abstenu de voter ou n'a pas pris part au vote, son abstention ou sa non participation ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les décisions sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire et inscrites dans un registre spécial. Les extraits qui doivent être produits et tous les autres actes seront signés par le président et le secrétaire.

**Nouvel Art. 26.** Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) la réunion est retransmise de façon continue et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer. La participation à une réunion du Conseil d'Administration tenue par un tel moyen de communication équivaut à une participation en personne à une telle réunion. Une réunion du Conseil d'Administration tenue par un tel moyen de communication est réputée avoir lieu à Luxembourg.

**Modification de l'Art. 25.** Le Conseil d'Administration peut déléguer à un ou à plusieurs de ses membres tout ou partie de la gestion courante de l'Association. En cas de besoin il peut désigner en son sein un secrétaire adjoint et un trésorier adjoint.

**Nouvel Art. 29.** Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

**Modification de l'Art. 31.** Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts est réglé par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

Remich, le 10 janvier 2017

Le Conseil d'administration